

Caminando En marche!



La révolte d'hier nous a préparées pour celle d'aujourd'hui

Constanza C. et Stefanía V.

Volume 35, numéro 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97512ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

C., C. & V., S. (2021). La révolte d'hier nous a préparées pour celle d'aujourd'hui. *Caminando / En marche!*, 35(2), 67–69.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La révolte d’hier nous a préparées pour celle d’aujourd’hui

Par Constanza C. et Stefania V. du Comité Socioambiental de la Coordinadora Feminista 8M

Traduction par Sara Ortiz et Carla Christina Ayala Alcaayaga

Dans cette partie sud du continent, l’aggravation de la précarité de la vie, de l’exclusion et de l’appauvrissement continu a été rendue possible par la mise en œuvre et l’approfondissement du néolibéralisme. Le Chili est un des laboratoires d’expérimentation de ce modèle politico-économique, dont l’enracinement a débuté pendant la dictature civile et militaire. Sa mise en œuvre mortifère, par les armes, a perpétué les privilèges grotesques de la bourgeoisie d’hier, qui perdurent aujourd’hui au sein du patronat et des entreprises transnationales et extractives. Cependant, nous, les femmes et les dissidentes d’aujourd’hui et d’hier, sommes aujourd’hui plus fortes pour faire face au capitalisme vorace et aux violences politiques et économiques que ce modèle et celui des gouvernements de la « post-dictature chilienne » ont engendrés. Nous puisons dans la mémoire des peuples, dans notre histoire récente et dans les expériences de résistance qui, à partir de la créativité des peuples en lutte, ont rendu possible le soutien communautaire et populaire pour promouvoir la vie, la joie et le *buen vivir* de toutes et de tous les nôtres.

C’est notre force qu’ils trouvent, alors qu’ils veulent nous voir mortes : affamées, malades de la COVID, sans lit d’hôpital ni possibilité de traitement digne pour faire face à cette pandémie, dans des hôpitaux de misère, sans travail, sans maison, assassinées pour

avoir osé lutter, sans yeux pour protester, agressées sexuellement pour avoir secoué le système patriarcal.

Dans cette tempête du capital et de ceux qui veulent tout posséder, nous, les femmes et les dissidentes d’aujourd’hui et d’hier, avons lutté pour continuer à célébrer la vie, pour nous savoir toutes et tous unis, pour repeindre l’adversité sans cesse renouvelée et entretenue par leur accumulation inconcevable de richesse et leur pillage du bien commun.

En cette période de crise socioéconomique et sanitaire, le gouvernement criminel de Sebastián Piñera déploie des pseudomesures d’« atténuation » à coup de « coupons de la faim » qui ne servent qu’à résoudre de façon superficielle des précarités préexistantes et structurelles, lesquelles, sans aucun doute, ne font que s’aggraver. Ces agissements répétés perpétuent et reproduisent les conditions de vie des personnes pauvres vivant au Chili.

En ce sens, nous comprenons que ce n’est pas un hasard si la classe entrepreneuriale a vu sa richesse s’accroître. Prenons par exemple la fortune de Luksic¹, l’un des hommes les plus riches du Chili, qui s’élevait à 15,4 millions de dollars US en 2019, et qui est montée à 23,3 millions de dollars US en 2021². De même, en avril 2021, lorsque le magazine Forbes a publié son classement des riches du monde, dans sa section consacrée à ceux du Chili, il a indiqué que « leur fortune a augmenté de 73 % en 2020 », le président Sebastián Piñera et sa famille faisant partie des nombreux privilégiés. Dans ce contexte de crise sociale et économique qui exige la redistribution et la récupération de ce qui nous appartient à toutes et à tous,

nous constatons à quel point cet accaparement par la classe entrepreneuriale demeure inacceptable.

De notre mémoire féministe, nous embrassons la résistance des *pobladoras*³ d’hier

Face à l’accentuation de la pauvreté en période de pandémie, à partir des organisations territoriales et des principes de la lutte féministe, nous avons participé à la résistance face à la logique du capitalisme par des gestes concrets de solidarité et de soutien mutuel, où c’est le peuple qui aide le peuple à maintenir un droit aussi fondamental que celui de se nourrir. Comme des feux de joie en pleine obscurité, les Organisations de subsistance populaire (OPS) sont apparues ; à partir de concepts tels que la souveraineté alimentaire et le coopérativisme, elles ont promu la résurgence des *ollas communes*⁴, de groupes d’achat collectifs ou de réseaux d’approvisionnement populaires, afin de subvertir les impositions du marché et d’un gouvernement néolibéral qui entretient l’inégalité.

Ces approches collectives et solidaires face à l’aggravation de la crise sont des gestes de résistance communautaire réapparus, comme à d’autres moments, grâce à la mémoire de la sagesse populaire et féministe ancrée dans les territoires. Elles expriment une possibilité de se tenir ensemble et de prendre soin les un-e-s des autres à travers le travail autogéré et conjoint, pour impulser une autre vie viable, où le soutien mutuel est indéniable, où à partir de la nourriture, de l’alimentation et de l’autonomie, on affronte les valeurs nuisibles et non durables que le capitalisme tente de perpétuer.



Crédit : Comité Socioambiental Coordinadora Feminista 8M

Nous, les peuples, savons qu'il est possible de soutenir la résistance à partir d'espaces collectifs. Dans le Chili des années 1980, lorsque les politiques de choc⁵ et leur imposition néolibérale ont commencé, les femmes se sont organisées au sein de leurs quartiers populaires pour lutter contre la tyrannie, principalement à travers l'organisation et la création d'espaces de solidarité. Lorsque la période de transition politique a commencé, ce récit populaire fut remplacé par un récit « post-dictatorial » ou *concertacionista*⁶, qui a remplacé le terme *compañera* (camarade) par celui de voisine, le concept de *población*⁷, par celui de quartier, et ainsi une suite d'etcétera qui a tenté de supprimer les mémoires populaires.

Non, nous n'oublions pas ! Nous savons que les femmes n'ont pas cessé de participer à la lutte contre la dictature et les politiques de la faim d'hier, et que l'apogée de la période de contestations

de 1986 a été atteint grâce à leur incontestable rôle de premier plan. L'examen des données fournies par les Organisations populaires de résistance (OPS) sur les jardins collectifs, les cuisines collectives et les *ollas communes*⁸ pendant cette période de protestations montre une participation majoritaire de femmes. Ceci est reflété dans le livre *Organizarse para Vivir : pobreza urbana y organización popular* de Clarisa Hardy (1987)⁹, qui précise que sur les 476 organisations recensées, 475 ont connu une participation active et soutenue de la part des femmes.

Rétrospectivement, on peut dire que les OPS ont été les catalyseurs des mobilisations et les lieux de soutien des journées nationales de protestation (*Jornadas de Protesta Nacional*) (de 1983 à 1986). Ces organisations ont aussi constitué une arrière-garde pour les personnes qui menaient des actions directes (agitation, coordination, barricades, marches,

casserolés, etc.) tout en se mettant au service de la rébellion populaire sans pour autant abandonner leur fonction centrale qui consistait à fournir de la nourriture à celles et ceux qui étaient profondément touché-e-s par la faim¹⁰.

Ces mémoires que nous pensions minées sont précisément celles qui ont brillé au début du soulèvement populaire d'octobre 2019, une fissure temporaire qui nous a permis de revisiter les abîmes, et de transformer l'horizon des sens communs et ainsi de recommencer à nous voir, nous sentir et nous savoir résilient-e-s face à un gouvernement qui n'a pas hésité à tirer à nouveau sur les corps, à mutiler les vies, et à défendre son héritage patriarcal à travers le viol et l'outrage aux femmes et aux corps féminisés.

C'est pendant ces retrouvailles que la férocité de la pandémie s'est installée, compliquant les conditions de vie

Alors que les élites politiques et économiques organisent la misère, nous voulons la vie et le *buen vivir* pour nos territoires.

précaires qui affectaient fortement les habitant-e-s de ce territoire. Cependant, grâce à la renaissance des organisations populaires de subsistance, entre autres, nous avons pu affronter les vicissitudes de la crise sanitaire (qui sont liées à une précarité préexistante et structurelle) sans avoir à souscrire à des logiques individualistes. La créativité *poblacional* (populaire) a été une référence pour affronter ensemble la violence économique de cet État terroriste qui colporte la faim. Alors que les élites politiques et économiques organisent la misère, nous voulons la vie et le *buen vivir* pour nos territoires.

Nosotras : le Comité Socioambiental Feminista 8M

Nous, du Comité socioenvironnemental féministe de la Coordination 8M, convergeons dans un espace composé de camarades qui proviennent de diverses luttes territoriales, d'organisations et de mouvements, comme le Mouvement pour l'eau et les territoires (MAT),

la Coordination pour la justice pour Macarena Valdés et de personnes qui se sont rassemblées au sein de ce collectif depuis la fin de 2018, répondant à l'appel lancé par la Coordination 8M pour tisser ensemble le chemin vers la Grève générale féministe du 8 mars 2019.

Depuis lors, notre travail s'est attardé à rendre visibles les multiples effets et impacts sur nos corps, nos communautés, nos eaux et nos territoires d'un modèle destructeur que nous n'avons pas choisi, mais auquel nous devons survivre, nommément, l'extractivisme à Abya Yala. L'extractivisme est devenu une constante dans les espaces que nous habitons et nos luttes nous ont donné un sens, mais aussi et surtout, elles ont transformé nos relations sociales, nos façons d'établir des liens entre nous et notre rapport avec nos *cuerpas*¹¹. Pour nous, il existe un lien essentiel dans la relation corps/territoire ; et c'est pourquoi notre lutte est pour la souveraineté, l'autonomie et

notre propre autodétermination, ainsi que celle de nos territoires et celle de tous les peuples. En ce sens, nous nous trouvons sur la première ligne de défense de la vie.

Face à l'aggravation de l'accaparement capitaliste et extractiviste, les femmes et les dissident-e-s de genre soutiennent la vie et le *buen vivir* !

Le **Comité socioenvironnemental féministe** est un espace où prennent part diverses *compañeras*, qui vise au renforcement d'un regard qui intègre les apports des féminismes communautaires, territoriaux et populaires. Elles comprennent que la lutte féministe se mène dans un large contexte d'oppressions et que la libération des femmes doit s'intégrer aux différentes luttes menées par les peuples, par exemple la lutte anticoloniale, qui est aussi anti-extractiviste et anticapitaliste.

Notes

1 Brion, Felipe (2021). « Forbe da cuenta de cómo le fue a los millonarios chilenos en 2020 », *Diario financiero*, 6 avril, en ligne : <https://www.df.cl/noticias/internacional/multinacionales/forbes-millonarios-chilenos-subieron-su-fortuna-en-mas-de-70-en-2020/2021-04-06/082209.html> (NDÉ)

2 Fundación Sol

3 Le mouvement des *pobladores* et *pobladoras* s'est articulé autour du territoire (...) pour refonder la ville (sur la base des *poblaciones* - quartiers populaires), en réponse à des formes précaires et plus anciennes de peuplement de la ville (*ranchos*, *conventillos*, *callampas*). Le développement de ce type d'organisation était orienté non seulement vers l'État, mais aussi vers l'intérieur, vers la communauté. Ce mouvement a subi, comme les mouvements traditionnels, une de ses plus grandes défaites le 11 septembre 1973, lorsque la répression a identifié la *población* et les *pobladores* comme les espaces (symboliques) du peuple et devant être assiégés et disciplinés par la force des armes ».

Garcés, Mario (2003). « La revolución de los pobladores, treinta años después... » LASA, XXIV International Congress, Dallas, Texas, 27-29 mars 2003, en ligne : <http://www.ongeco.cl/wp-content/>

[uploads/2015/04/La-revolucion-de-los-pobladores.pdf](#) (NDÉ)

4 Pratique de solidarité, d'autogestion et d'organisation des personnes au sein des quartiers populaires afin de cuisiner collectivement pour résoudre le manque d'accès à la nourriture et au problème de la faim. (NDT)

5 Naomi Klein, journaliste et écrivaine canadienne, fait référence à l'imposition du modèle néolibéral au Chili et en Amérique latine dans son livre, *La stratégie du choc*. La montée d'un capitalisme du désastre. Elle souligne qu'ils imposent des mesures de choc pour générer des impacts psychologiques (et physiques) qui permettent l'imposition du modèle. (NDÉ)

6 *Concertacionista* fait référence à la coalition de partis politiques au pouvoir pendant période post-dictatoriale et qui portait le nom de « Concertation de partis politiques pour la démocratie » - regroupant des partis de gauche, de centre-gauche et centriste. C'est la concertation qui a accéléré la privatisation du pays et le modèle néolibéral imposé pendant la dictature. (NDÉ)

7 Voir la note 3 (NDÉ)

8 Pratique de solidarité, d'autogestion et d'organisation des personnes au sein des quartiers populaires afin de cuisiner collectivement pour résoudre le manque d'accès à la nourriture et au problème de la faim. (NDT)

9 Clarisa Hardy (1987). *Organizarse para Vivir : pobreza urbana y organización popular*. Programa de Economía del Trabajo, PET. (S'organiser pour vivre : pauvreté urbaine et organisation populaire).

10 Enrique Gatica (2017). *Perdiendo el miedo, organizaciones de subsistencia y la protesta popular en la región metropolitana 1983-1986*. Santiago : Mar y Tierra.

11 *Cuerpas* est une féminisation du mot corps. Comme il n'est pas possible de le féminiser en français, nous prenons la décision éditoriale de maintenir le terme en langue d'origine pour ne pas masquer sa performativité et ainsi escamoter le sens du message. L'usage de *cuerpas* renvoie à une résistance à l'invisibilisation des corps, du travail et de la présence politique des femmes. Dans les mots d'une des auteures : « La féminisation du mot corps est une manière de dénoncer le sexisme inhérent à la langue et de positionner la notion de corps comme féminine parce que c'est ce que nous sommes ». (NDÉ)